



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Bureau de l'appui territorial et des politiques  
économiques et sociales  
Secrétariat de la CDAC

Rouen, le

**24 SEP. 2020**

**Arrêté du 24 SEP. 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n°2019-02 du 18 octobre 2019  
portant habilitation de la SARL COGEM en vue de réaliser les analyses d'impact des demandes  
d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de la Seine-Maritime.**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU :**

- le code de commerce et notamment les articles L 752-6 et R 752-6-1 à R 752-6-3 ;
- la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la procédure devant la commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale ;
- le décret n° 2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commerciales et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale ;
- l'arrêté ministériel du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L752-6 du code de commerce ;
- le décret du président de la république en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté préfectoral n° 19-153 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Vincent NATUREL, sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture de la Seine-Maritime ;

- la demande d'habilitation déposée le 15 juillet 2019 et complétée le 26 août 2019 par la SARL COGEM, dont le siège social est situé 6D rue Hippolyte Mallet - 63130 ROYAT, représentée par Monsieur Jacques GAILLARD en sa qualité de gérant, en vue de réaliser l'analyse d'impact des dossiers de demande d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté préfectoral n°2019/02 du 18 octobre 2019 portant habilitation de la SARL COGEM en vue de réaliser les analyses d'impact des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale pour le département de la Seine-Maritime ;
- la demande de mise à jour, de la SARL COGEM en date du 14 septembre 2020, du dossier d'habilitation ;

*sur proposition du secrétaire général adjoint de la préfecture de la Seine-Maritime.*

## ARRETE

### **Article 1 :**

L'article 3 est ainsi modifié :

Les personnes affectées à l'activité faisant l'objet de la demande d'habilitation sont les suivantes :

- monsieur GAILLARD Jacques ;
- madame MUNOZ née MACHADO Emmanuelle.

### **Article 2 :**

Les autres articles de l'arrêté préfectoral n°2019/02 du 18 octobre 2019 demeurent inchangés.

### **Article 3 :**

Monsieur le secrétaire général adjoint est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet de la Seine-Maritime  
et par délégation, le secrétaire général adjoint,



Vincent NATUREL